



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Proposition de loi relative à la sécurité globale

Question au Gouvernement n° 3573

Texte de la question

PROPOSITION DE LOI RELATIVE À LA SÉCURITÉ GLOBALE

M. le président. La parole est à M. Olivier Faure.

M. Olivier Faure. Michel Zecler. Avant lui, les réfugiés de la place de la République.

M. Fabien Di Filippo. Ce sont des clandestins !

M. Olivier Faure. Avant eux, tant d'autres, médiatisés ou non, filmés ou non...

Quand des policiers exercent une violence gratuite, quand ils profèrent des insultes racistes, non, ils ne « déconntent » pas : ils sont dans l'inégalité, ils font honte à tous leurs collègues et ils minent la confiance des Français dans la police. Ce divorce, c'est votre gouvernement qui en a créé les conditions avec la proposition de loi relative à la sécurité globale. C'est votre ministre de l'intérieur qui a voulu obliger les journalistes à s'accréditer pour suivre une manifestation. C'est lui qui a promis d'interdire purement et simplement les images des forces de l'ordre en action sur les réseaux sociaux.

M. Jean-Luc Mélenchon. Mme Hidalgo est d'accord !

M. Olivier Faure. Et pendant de longues semaines, vous l'avez laissé dire, vous l'avez laissé faire. Aujourd'hui encore, c'est lui qui vous représente au banc des ministres.

Monsieur le Premier ministre, le moment est venu de prendre de la hauteur. *(M. Bruno Questel proteste.)*

Il serait tout à votre honneur de retirer la proposition de loi relative à la sécurité globale, qui exacerbe les tensions, et d'ouvrir au plus tôt des états généraux de la sécurité, dont les conclusions seraient connues avant l'été et qui permettraient de mettre tous les sujets sur la table : le recrutement, la formation, la doctrine du maintien de l'ordre, la transparence, le contrôle indépendant de la police, le rôle des maires et le statut particulier de la préfecture de police de Paris.

La sécurité des Français, comme la protection de celles et ceux qui nous protègent, ne peuvent donner lieu à une surenchère permanente. Monsieur le Premier ministre, la situation est intenable. N'ajoutez pas des fractures aux crises multiples auxquelles les Français sont déjà confrontés. *(Applaudissements sur les bancs du groupe SOC et sur quelques bancs du groupe GDR.)*

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'intérieur.

M. Gérald Darmanin, ministre de l'intérieur. Comme vous, monsieur Faure, j'étais parlementaire pendant la précédente législature. (*Exclamations sur divers bancs – « Chez nous ! » sur plusieurs bancs du groupe LR – « Chez eux ! » sur plusieurs bancs des groupes SOC, GDR et FI.*)

Parce que j'avais obtenu la confiance des électeurs, j'ai eu la chance de siéger à l'Assemblée nationale. Je me souviens que vous avez soutenu plusieurs ministres de l'intérieur qui s'inscrivaient dans la grande tradition du parti socialiste favorable à la fois à la redistribution sociale et à l'ordre républicain.

M. Jean-Louis Bricout. Cazeneuve, c'était autre chose !

M. Gérald Darmanin, ministre . Et pourtant, au cours des deux minutes consacrées à votre question, vous n'avez pas eu un mot pour les quatre-vingt-dix-huit policiers blessés samedi dernier ! (*Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM et Dem. – Protestations sur les bancs du groupe SOC.*)

Je ne vous apprends pas quelle est la tradition républicaine du parti socialiste, monsieur le premier secrétaire ! Souvenez-vous des propos de Manuel Valls et de Bernard Cazeneuve lors des affaires Théo et Chouviat. (*M. Olivier Faure proteste.*)

Ne vous énervez pas quand on vous rappelle des vérités, monsieur Faure !

Manuel Valls et Bernard Cazeneuve, disais-je, affirmaient que des condamnations fermes devaient être prononcées à l'encontre d'individus qui n'avaient rien à faire dans la police, mais ils appelaient également à une meilleure protection des policiers.

M. Olivier Faure. Quel rapport ?

M. Gérald Darmanin, ministre . L'honneur d'un ministre de l'intérieur est d'être présent aux côtés des fonctionnaires quand tout va bien, mais aussi quand cela va moins bien. Un grand parti politique comme le parti socialiste s'honorerait, quant à lui, à ne pas rejoindre le camp de ceux qui tirent dans le dos des policiers ! (*Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM et Dem – M. Olivier Faure trace un zéro avec les doigts.*)

Données clés

Auteur : [M. Olivier Faure](#)

Circonscription : Seine-et-Marne (11^e circonscription) - Socialistes et apparentés

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3573

Rubrique : Sécurité des biens et des personnes

Ministère interrogé : Intérieur

Ministère attributaire : Intérieur

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [2 décembre 2020](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [2 décembre 2020](#)